

# AVIS DE TEMPÊTE HAÏTI FACE À L'INJUSTICE (NOTAMMENT) CLIMATIQUE

Frédéric Thomas, Docteur en sciences politiques  
Chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental ([www.cetri.be](http://www.cetri.be))



© Logan Abassi

Avec le soutien de

E&F est également soutenue par

# L'INJUSTICE CLIMATIQUE VUE D'HAÏTI

*Haïti est l'un des pays les plus affectés par les changements climatiques. Sa vulnérabilité est la combinaison d'une exposition « naturelle » et de conditions sociales. Les manifestations qui secouent Haïti depuis juillet 2018 visent aussi à renverser le cercle vicieux que constitue cette combinaison. Les Haïtiennes et Haïtiens veulent en finir avec un modèle où l'injustice est à la fois politique, économique et climatique.*

2019 aura été l'année de mobilisation pour le climat. Grèves, manifestations, actes de désobéissance civile, etc., portés le plus souvent par des jeunes, se sont multipliés un peu partout dans le monde et particulièrement en Europe. Signes d'un rejet du laisser-faire et du refus de s'en remettre aux politiques, celles et ceux qui descendent dans la rue entendent que soit déclarée « l'urgence climatique et écologique », prélude à une transformation de notre modèle économique. Mais qui mieux que les Haïtiennes et Haïtiens, sont habités de cette urgence et de cette soif de changement ?

Haïti a signé la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques dès 1992, et ratifié le Protocole de Kyoto en 2005, tout en étant parmi les pays du globe les moins émetteurs de gaz à effet de serre (GES). En 2000, Haïti représentait moins que 0,03 % de l'ensemble des émissions mondiales<sup>1</sup>. Pourtant, il est l'un des États les plus affectés par les changements climatiques. Ainsi, l'Indice mondial des risques climatiques classait Haïti dans le top 3 des pays les plus touchés en 2016 et en quatrième position pour la période 1998-2017<sup>2</sup>. L'injustice est double : ceux qui portent le moins de responsabilité dans la situation actuelle sont aussi ceux qui en sont le plus impactés. Et c'est « nous » – les sociétés occidentales, parmi les principaux pollueurs<sup>3</sup> – qui faisons payer aux Haïtiennes et Haïtiens le coût de notre modèle.

**Haïti constitue non pas un cas à part, mais un cas extrême de l'injustice climatique.** Et cela à deux titres. Pays le plus pauvre d'Amérique latine – 59 % de la population vit sous le seuil de pauvreté –, il est le seul État du continent à faire partie des 47 Pays les moins avancés (PMA). En outre, il fait partie des 38 Petits États insulaires en développement (PEID), dont les trois-quarts se trouvent dans les Caraïbes et le Pacifique. Les PMA représentent 13 % de la popula-

tion globale, 1 % du produit national brut global et seulement 5,75 % des émissions mondiales de GES<sup>4</sup>.

Les PEID, qui ne produisent que 1 % des émissions de GES, sont parmi les premiers et les plus gravement touchés par le changement climatique, principalement à cause de l'élévation du niveau de la mer. Leur petite taille, l'isolement, l'étrécissement des ressources dont ils disposent, la fragilité de leur écosystème, la sensibilité des secteurs sur lesquels reposent leur économie (pêche, agriculture, tourisme), la concentration démographique (Haïti est le deuxième pays le plus peuplé des Caraïbes) exacerbent les conséquences du réchauffement de la planète. C'est d'ailleurs pour cet ensemble de raisons que les Nations unies ont reconnu leur situation comme « particulière ».

Les effets les plus évidents du dérèglement climatique – hausse des températures, élévation du niveau de la mer, acidification des océans, augmentation du nombre et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, modifications des saisons – nous affectent tous. Mais pas au même rythme, ni avec la même gravité. Haïti, lui, est en première ligne. De par sa position géographique ; le pays est situé sur la trajectoire des ouragans tropicaux de grande envergure. Or, en partie lié à l'augmentation des températures à la surface de la mer dans l'Atlantique tropical, leur fréquence, leur durée et leur intensité se sont accrues<sup>5</sup>.

Au cours du vingtième siècle, Haïti a été touché par 34 tempêtes (y compris les orages et cyclones). Environ 80 % ont eu lieu après 1954, et 44 % dans les années 1990. Entre 1990 et 2004, une vingtaine de catastrophes majeures ont été enregistrées. Depuis lors, et pour ne citer que les phénomènes climatiques les plus extrêmes, le pays a subi l'ouragan Jeanne en 2004, quatre cyclones majeurs (Faye, Gustave, Hanna et Ike)

<sup>1</sup> Ministère de l'environnement (MED) d'Haïti, Contribution Prévue Déterminée au niveau National, septembre 2015.

<sup>2</sup> Germanwatch, Global Climate Risk Index 2017, <https://germanwatch.org/fr/12978>.

<sup>3</sup> Les États-Unis, la Chine, l'Union européenne et la Fédération de Russie sont responsables de la moitié des GHS émis entre 1990 et 2014. Les deux premiers pays, à eux seuls, représentent 32% des émissions pour la même période.

<sup>4</sup> Del Castillo, K., Giancristofaro, M., Mori, A., Ribó, D., Zelaya-Bonilla, Meeting the climate change mitigation commitments of Least Developed Countries. The role of the agricultural sectors and the need for urgent action, Rome, FAO, 2019, <http://www.indiaenvironmentportal.org.in/files/file/Meeting%20the%20climate%20change%20mitigation%20commitments%20of%20Least%20Developed%20Countries.pdf>.

<sup>5</sup> Dans les années 1990, 35% des cyclones tropicaux étaient de catégories 4 ou 5, alors qu'ils n'étaient que de 20% dans les années 1970. Bhawan Singh, Marc J. Cohen, Climate change resilience. The case of Haïti, Oxfam research reports, mars 2014, [https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file\\_attachments/rr-climate-change-resilience-haiti-260314-en\\_2.pdf](https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/rr-climate-change-resilience-haiti-260314-en_2.pdf).

en 2008, les ouragans Isaac et Sandy en 2012, et Matthew, en 2016. Pour 2019, la Direction de la protection civile (DPC) avait annoncé que 13 tempêtes et 5 ouragans, dont 2 majeurs, étaient sur la trajectoire du pays<sup>6</sup>. En moyenne, Haïti est frappé par une catastrophe internationalement reconnue tous les 2 ans<sup>7</sup>.

Entre 2005 et 2015, plus de 4,4 millions d'Haïtiens ont été affectés par des désastres naturels et 96 % de la population est actuellement en proie au risque de désastre<sup>8</sup>. Tout le pays<sup>9</sup> et tous les Haïtiens sont donc touchés. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont tous égaux face aux catastrophes. D'autant qu'avec « un coefficient de Gini

de 0,6, l'inégalité des revenus en Haïti est la plus élevée de la région, classant Haïti parmi les pays les plus inégalitaires au monde. (...) Les revenus des 20 % des Haïtiens les plus riches représentent plus de 64 % du revenu total du pays, et ceux des 20 % les plus pauvres seulement 1 % »<sup>10</sup>.

Dès lors, selon l'âge, le genre, les ressources économiques et l'implantation rurale ou urbaine, la vulnérabilité sera plus ou moins importante. Et la paysanne, cheffe de famille, avec ses enfants, sur son bout de terre, sans accès aux services sociaux de base, doit affronter les effets cumulés et confondus des inégalités sociales et de l'injustice climatique.



© C. Smets/La Boîte à Images

<sup>6</sup> Vant Bèf Info, Saison cyclonique 2019 : 13 tempêtes et 2 ouragans sur la trajectoire d'Haïti, 5 juin 2019, <https://www.vantbefinfo.com/saison-cyclonique-2019-13-tempetes-et-2-ouragans-sur-la-trajectoire-dhaiti/>.

<sup>7</sup> Fonds des nations unies pour la population (UNFPA), Population, Environnement et Changement Climatique, 2010, [https://haiti.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Changement\\_climatique\\_vers\\_2.pdf](https://haiti.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Changement_climatique_vers_2.pdf).

<sup>8</sup> Organisation internationale pour les migrations (OIM), Défis, enjeux et politiques : migrations, environnement et changements climatiques en Haïti, 2015, [https://publications.iom.int/system/files/assessing\\_the\\_evidence\\_haiti.pdf](https://publications.iom.int/system/files/assessing_the_evidence_haiti.pdf).

<sup>9</sup> La Grande-Anse, le Sud et le Sud-Est sont particulièrement vulnérables aux ouragans et cyclones ; le Nord-Est et le Nord-Ouest à la sécheresse ; l'Artibonite et l'Ouest aux inondations.

<sup>10</sup> Groupe Banque mondiale, Regarder au-delà de la provision par le gouvernement des services en eau et assainissement. Les choix et pratiques des plus vulnérables en Haïti, 2018, <http://documents.worldbank.org/curated/en/224581524205194413/pdf/122047-WP-PUBLIC-FRENCH-Looking-beyond-governemnt-Haiti.pdf>.

## VULNÉRABILITÉ

Qu'est-ce qui fait qu'un aléa climatique se transforme en catastrophe? Pourquoi un même cyclone fait-il beaucoup plus de dégâts et de victimes en Haïti qu'à Cuba ou en Floride, qui sont à une ou deux heures de vol? La réponse réside dans la vulnérabilité. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) définit celle-ci comme « une mesure dans laquelle un système est sensible ou incapable de faire face aux effets néfastes des changements climatiques ».

La vulnérabilité est donc fonction des variations du climat (leur nature, leur ampleur et leur rythme), de la sensibilité du système, et de sa capacité à s'adapter<sup>11</sup>. Or, les deux derniers facteurs relèvent de conditions sociales, économiques et politiques. Si le séisme de 2010 n'a rien à voir avec le réchauffement climatique, ses effets dramatiques, à l'instar des événements météorologiques extrêmes, trouvent leurs racines dans la vulnérabilité du pays. Et tous les voyants de celle-ci sont au rouge.

L'effet dévastateur des intempéries est ainsi amplifié par la situation environnementale d'Haïti, marquée par une topographie escarpée (pays montagneux où

63 % des terres présentent des pentes supérieures à 20 %, et 40 % des sols cultivés en montagne ont plus de 50 % de pente), la déforestation et l'érosion des sols<sup>12</sup>. Et les trois phénomènes se renforcent et interagissent. Faute d'une couverture forestière suffisante – Haïti est l'un des pays les plus déboisés au monde –, le vent et les pluies ne sont pas « amortis », et aggravent l'érosion des sols.

Très peu d'eau de pluie arrive à pénétrer dans les sous-sols. D'où un ruissellement qui dévale les pentes des montagnes, emportant les alluvions et la couche arable des terres agricoles jusque dans les plaines et les zones côtières où se trouvent, à hauteur du niveau de la mer, les principales villes du pays. L'absence de planification urbaine, l'explosion démographique<sup>13</sup> et la gestion inefficace des déchets cumulent leurs effets dévastateurs. Les villes sont ainsi exposées à la fois aux inondations et aux raz-de-marée.

En conséquence, parmi les secteurs productifs, la pêche et l'agriculture sont frappés de plein fouet. Plus de quatre Haïtiens sur dix vivent en milieu rural – pour les trois-quarts d'entre eux, sous le seuil de pauvreté –, et l'agriculture représente un peu moins de 20 % des



richesses produites (PIB), contribuant à 50 % de l'emploi total. On recense également 30.000 pêcheurs, pour la plupart agriculteurs à temps partiel<sup>14</sup>. Aux pluies, aux vents et à la déforestation auxquels ils sont confrontés, viennent s'ajouter le décalage et l'imprévisibilité des saisons, ainsi que les récurrentes périodes de sécheresse, catalysées, ces dernières années, par le phénomène El Niño. Tous ces facteurs accroissent en retour l'érosion, mettent à mal la biodiversité<sup>15</sup> et la productivité agricole ; l'une des plus faibles de la région.

Non seulement, le paysan haïtien serait improductif et incapable de s'adapter au changement climatique, mais il aurait une lourde responsabilité dans la dégradation environnementale de son pays, en général, et dans la

déforestation, en particulier. En cause, ses mauvaises pratiques culturelles et, surtout, la production de charbon de bois. 70 % du bois récolté est, en effet, destiné à cette production hautement énergivore (70 % de l'énergie du bois est perdue dans le processus de fabrication<sup>16</sup>), accroissant la vulnérabilité des terres et des paysans ; les premières victimes de cette activité.

La faute donc aux paysans ? C'est une manière commode d'occulter les formes de prédation coloniales (grandes plantations, mines, monocultures d'exportation) et néocoloniales qui sont les principales responsables de la déforestation. Plutôt que de chercher un bouc émissaire, il faut interroger les raisons qui les poussent à de telles pratiques suicidaires. Le modèle agricole et



<sup>11</sup> Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), *Climate Change 2001 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability*, Cambridge university press, 2001, [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/WGII\\_TAR\\_full\\_report-2.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/WGII_TAR_full_report-2.pdf).

<sup>12</sup> Ministère de l'environnement (MED), *Plan d'action national d'adaptation (PANA)*, octobre 2006. « Quand les colons espagnols ont débarqué en 1492, la forêt couvrait 95 % de l'île. Entre 1492 et 1791, l'année du soulèvement des esclaves, ce pillage des Européens a détruit 45 % de la forêt. (...) En 1945, la couverture forestière représentait 21% du territoire. En 1986, cette couverture est tombée à 6% et aujourd'hui elle se réduit à moins de 2% ». Sophie Perchellet, *Haïti : Des siècles de colonisation et de domination*, 23 août 2010, <http://www.cadtm.org/Haiti-Des-siecles-de-colonisation>. Les chiffres de la couverture forestière actuelle en Haïti font cependant l'objet de débats. Néanmoins tout le monde s'accorde sur la gravité du phénomène.

<sup>13</sup> « Entre 1970 et 2014, la part de citadins a augmenté de 20 à 58% ». Groupe Banque mondiale, *Ibidem*. De plus, l'explosion urbaine a accéléré l'exploitation chaotique des carrières de sable, contribuant un peu plus à abîmer les sols. Près de un Haïtien sur quatre vit dans la capitale, à Port-au-Prince.

<sup>14</sup> Bhawan Singh, Marc J. Cohen, *Ibidem*. Les femmes jouent un rôle important dans la commercialisation des activités de pêche.

<sup>15</sup> « Après Cuba, Haïti dispose avec la République Dominicaine de la flore la plus diversifiée de la zone des Caraïbes. (...) Depuis plusieurs années, des modifications de la biodiversité sont observées, attribuables aux changements graduels induits par le climat ». Alexandre Borde, Madeleine Huber, Anaïs Goburdhun, Aymeric Guidoux, Eva Revoyron, Edouard Nsimba, Jude Alain Louis, Augustin Donija et Jean-Louis Kesner, *Estimation des coûts des impacts du changement climatique en Haïti*, septembre 2015, <https://www.undp.org/content/dam/haiti/docs/Protection%20de%20l%20environnement/UNDP-HT-ProEnv-EtuEconoCC.pdf>.

<sup>16</sup> Bhawan Singh, Marc J. Cohen, *Ibidem*.

d'élevage traditionnel a longtemps fonctionné en harmonie avec l'environnement. Mais la pression démographique a divisé les terres, et les politiques, dépossédé les paysans. L'insécurité foncière et alimentaire, la petitesse des exploitations (quatre cinquièmes des exploitations mesurent 1,3 ha), le manque de ressources et d'accès aux services publics, la dépendance, en l'absence d'autres sources énergétiques, du bois pour produire de l'énergie, se combinent pour hypothéquer toute alternative.

Le choix pour le paysan ne réside donc pas entre produire du charbon de bois, pour lequel il existe un marché garanti, ou pratiquer l'élevage et l'agriculture, en bénéficiant de crédits, d'intrants, de formations, en ayant accès aux marchés locaux et aux services publics etc. Le choix est de mourir de faim aujourd'hui ou de reporter à un peu plus tard la fin.

Ce « choix » est la conséquence d'une histoire ; celle du modèle colonial d'abord, néocolonial, ensuite. En réalité, la surexploitation des ressources naturelles a la même base, et utilise les mêmes ressorts que l'exploitation des paysans haïtiens : privatisation et dépossession, accaparement des terres, triple logique économique centrée sur l'enclave, la monoculture et l'exportation, et la réduction maximale des coûts de production. L'environnement et la paysannerie restent ces « pays en-dehors »<sup>17</sup>. Dans la chaîne de responsabilité, les paysannes et paysans haïtiens ne sont donc que le dernier maillon d'un cercle vicieux où se nouent pauvreté, dégradation environnementale et modèle économique.



<sup>17</sup> C'est ainsi que l'anthropologue haïtien, Gérard Barthélémy, dans un livre devenu classique, a synthétisé les conditions de vie des paysans haïtiens : « le pays en-dehors ». Gérard Barthélémy, *L'univers rural haïtien : Le pays en dehors*, Paris, L'Harmattan, 1991.

## LA FAIM ET LA SOIF

Les changements climatiques ont déjà commencé à affecter l'accès à l'eau et à l'alimentation, et les projections pour l'avenir sont inquiétantes. Plus encore pour les PEID, du fait des caractéristiques déjà mentionnées, mais aussi en raison de leur système alimentaire. Ainsi, vu l'état des terres en Haïti, seuls 10 % des eaux de pluie pénètrent le sous-sol<sup>18</sup>. Dès lors, le débit des rivières diminue, les nappes souterraines disparaissent et les réserves d'eau se trouvent de plus en plus en profondeur, donc de plus en plus difficiles à capter. D'où un problème en termes d'accès, de quantité et de qualité.

Toutes proportions gardées, il en va de même pour les aliments. Sous la pression des institutions financières internationales, Haïti a baissé ses tarifs douaniers et donné la priorité aux importations. De fait, celles-ci ont explosé, creusant le déficit de la balance commerciale. La dépendance du pays se vérifie aussi bien au niveau des exportations que des importations. 87 % de ce qui est exporté provient des usines d'assemblage textile, et 83 % de ces exportations sont à destination des États-Unis<sup>19</sup>. La totalité des hydrocarbures sont importés – l'un des déclencheurs du mouvement social actuel – et plus de 50 % de l'alimentation disponible sur les marchés haïtiens provient des importations<sup>20</sup>.

Les événements météorologiques extrêmes détruisent les infrastructures et les ressources agricoles tandis que la variabilité des périodes de sécheresse et de pluies affecte la production et fragilise l'accès à l'alimentation. Au risque dès lors d'une plus grande versatilité des prix, pouvant mener, comme en 2008, aux émeutes de la faim qui ont frappé plusieurs pays du monde, dont Haïti. Depuis quelques années, diverses organisations (notamment Oxfam et le GIEC<sup>21</sup>) alertent sur les liens entre changements climatiques, accès [plus] limité à l'alimentation et hausse des prix. Le système alimentaire subit les effets du changement climatique, tout en y contribuant.



Or, en Haïti, la vulnérabilité de la paysannerie, la double dépendance envers l'importation des biens alimentaires et du pétrole – ce dernier constituant l'étalon de mesure des prix, y compris alimentaires –, et la dévaluation de la monnaie locale (la gourde) convergent pour créer une situation problématique, explosive même. Et la faim étend son empire. Selon l'ONU, début novembre 2019, « près de 3,7 millions [de personnes] souffrent d'insécurité alimentaire grave », soit plus d'un Haïtien sur trois<sup>22</sup>.

<sup>18</sup> Ministère de l'environnement (MED), Plan d'action national d'adaptation (PANA), octobre 2006.

<sup>19</sup> Voir <https://oec.world/fr/>.

<sup>20</sup> Action Contre la Faim (ACF) Haïti, Mouvement Paysan Papaye (MPP), Qui nourrit les Haïtiens ?, 2017.

<sup>21</sup> Lire notamment Oxfam, *Extreme weather, extreme prices. The costs of feeding a warming world*, septembre 2012, [https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file\\_attachments/20120905-ib-extreme-weather-extreme-prices-en\\_3.pdf](https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/20120905-ib-extreme-weather-extreme-prices-en_3.pdf); GIEC, *Climate change and land*, août 2019, [chapitre 5 : food security], [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/2f.-Chapter-5\\_FINAL.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/2f.-Chapter-5_FINAL.pdf).

<sup>22</sup> ONU info, « Haïti : plus d'une personne sur trois a besoin d'une aide alimentaire urgente », 8 novembre 2019, <https://news.un.org/fr/story/2019/11/1055701>.

## PRÉVENIR, SOIGNER ET GUÉRIR

Les Haïtiens ne sont bien sûr pas restés inactifs face aux catastrophes à répétition. L'ampleur du séisme du 12 janvier 2010 a forcé à regarder en face la vulnérabilité – sa gravité et son étendue – de la population. La prise de conscience et la sensibilisation se sont accrues. Les programmes gouvernementaux, comme ceux des organisations sociales et d'ONG se sont multipliés. Des systèmes d'alerte, des mécanismes de prévention et des plans opérationnels ont été mis en place. Soutenu par les bailleurs internationaux, l'État a établi un Plan national de gestion des risques et des désastres, dont la Direction de la protection civile (DPC) assure la coordination. Le Ministère de l'environnement a récemment promu une Politique nationale de lutte contre les changements climatiques.

De leur côté, sans attendre les effets des mesures publiques, les citoyennes et citoyens se sont engagés de multiples façons. Souvent de manière informelle et expérimentale, les paysans ont mis en œuvre des pratiques de diversification des cultures – notamment la réhabilitation ou le redéploiement du jardin créole traditionnel (lakou) – et de reboisement. Ils ont également cherché les moyens de stocker et de transformer les aliments pour les rendre moins périssables, et ont mis en œuvre des expériences d'économie sociale et solidaire<sup>23</sup>. À un niveau plus global, en lien avec le mouvement international de paysans Via Campesina, la paysannerie haïtienne défend une réforme agraire intégrale et une transition vers l'agroécologie, à même de répondre au double défi de l'insécurité alimentaire et de l'environnement<sup>24</sup>. Enfin, une organisation comme le Groupe d'action francophone pour l'environnement (GAFE), adhérent au mouvement mondial Alternatiba, mène depuis deux ans une campagne pour le bannissement total, définitif et inconditionnel du *styrofoam* (polystyrène)<sup>25</sup>.

Toutes ces initiatives sont intéressantes et nécessaires, mais elles se heurtent au manque de moyens à tous les niveaux, la faible institutionnalisation, la centralisation et le manque de synergie et de coordination. Et, surdéterminant l'ensemble, l'absence de

volonté politique. Ainsi, les systèmes d'alertes sont utiles, mais à quoi bon, s'il n'y a pas d'abris, d'accès aux soins, etc.? Les programmes, cadres et plans nationaux peuvent être des avancées en termes de droit et de planification, mais ils demeurent sur le papier, et ne sont pas appliqués. On encourage les paysans à développer des pratiques agricoles respectueuses de la terre, mais si ce ne sont pas leurs terres? Et si, de toute façon, leur droit à la terre est méprisé ou ignoré? De manière générale, la stratégie néolibérale de l'État haïtien, soutenu et renforcé par les institutions internationales, opère comme une camisole de force sur les politiques de protection et d'adaptation aux risques environnementaux.

Le manque de moyens est réel et criant. S'y arrêter serait pourtant une erreur. L'État haïtien consacre moins de 1 % du budget national au Ministère de l'environnement, et les deux-tiers de ce budget sont destinés à payer son personnel. Mais on trouve toujours des ressources pour promouvoir des projets pharaoniques comme l'enclave touristique de l'île-à-vache et la zone franche agricole de Nourribio, qui sont autant d'aberrations du point de vue écologique, qu'un gaspillage de moyens au niveau économique. Des projets qui sont, comme tant d'autres, marqués par la mauvaise gestion et la corruption dont le dossier Petrocaribe a montré l'ampleur<sup>26</sup>. D'ailleurs, ces deux projets ont depuis fait faillite.

La priorité de l'État haïtien reste encore et toujours celle du marché – et des acteurs qui en profitent –, jamais celle de l'environnement. À terme pourtant, même sous l'angle économique, c'est un mauvais calcul, comme les études sur le « prix » à payer du laisser-faire l'ont montré. En 2025, le coût de l'adaptation aux changements climatiques pour Haïti est estimé à 261,48 millions de dollars (237,50 millions d'euros) alors que le coût de l'inaction a été évalué à un peu plus de 1,8 milliards de dollars (1,635 milliards d'euros). « Investir dans l'adaptation représente donc une économie de 1.558,7 millions de dollars pour l'année 2025 »<sup>27</sup>.

<sup>23</sup> Lire notamment Jean Réol Elie, « Économie sociale en milieu rural haïtien : ancrages, parachutages, hésitations et responsabilité », Alternatives Sud, L'économie sociale et solidaire : levier de changement ?, Vol. XXII, n°2, 2015, <https://www.cetri.be/L-economie-sociale-et-solidaire#myModal3872>.

<sup>24</sup> Sur la mise en œuvre de l'agroécologie, voir notamment son appropriation par le Mouvement Paysan de Papaye (MPP), l'un des membres haïtiens de Via Campesina : <https://www.mpphaiti.org/-Agro-ecologie-.html>. Sur les revendications paysannes haïtiennes dans leur ensemble, voir Papda, Kaye nasyon revandikasyon òganizasyon peyizàn ak peyizàn ayisyen yo, mai 2018.

<sup>25</sup> Voir <http://www.gafe-haiti.org/>. Sur Alternatiba en Haïti : <http://www.gafe-haiti.org/IMG/pdf/dynamique-alternatiba-2018-web.pdf>.

<sup>26</sup> Sur les manifestations en cours, en Haïti, depuis juillet 2018, je me permets de renvoyer à la série d'articles que j'ai écrits à ce sujet : <https://www.cetri.be/+--Haiti-->. Sur les deux projets en question, Frédéric Thomas, Haïti. Un modèle de développement anti-paysan, 2014, [https://www.cetri.be/IMG/pdf/ef-haiti-28p\\_09-12-14.pdf](https://www.cetri.be/IMG/pdf/ef-haiti-28p_09-12-14.pdf). L'actuel président, Jovenel Moïse, est l'ancien PDG d'Agritrans, la société de production de bananes qui occupe la zone franche de Nourribio. À noter que les deux projets, touristique et agricole, ont été épinglés dans les rapports de la Cour des comptes sur les détournements d'argent dans le cadre de Petrocaribe.

<sup>27</sup> Alexandre Borde, Madeleine Huber, Anais Goburdhun, Aymeric Guidoux, Eva Revoyron, Edouard Nsimba, Jude Alain Louis, Augustin Donija et Jean-Louis Kesner, *Ibidem*.



## UNE POLITIQUE DE JUSTICE ET D'ÉGALITÉ

Haïti est un exemple frappant de la combinaison d'une exposition « naturelle » et de conditions sociales. Sa vulnérabilité aux aléas météorologiques « est en grande partie définie par des facteurs socioéconomiques qui interagissent et exacerbent l'impact physique du changement climatique »<sup>28</sup>. Y faire face suppose de mettre en œuvre les deux choses qui manquent peut-être le plus cruellement en Haïti, les deux choses qui sont au cœur des revendications des manifestations monstres de ces derniers mois : des politiques publiques et du changement.

Raoul Vital, un des responsables de l'Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL), partenaire d'Entraide et Fraternité, voit dans les changements climatiques un triple défi institutionnel, environnemental et productif pour Haïti. Il est « évident que l'appareil étatique haïtien, dans l'état actuel, ne pourra pas inventer les réponses adéquates à une crise environnementale. (...) Il est donc urgent de redresser les institutions nationales pour les mettre en phase avec l'ampleur du défi du changement climatique. Il est donc nécessaire de (...) changer notre système de production et notre rapport à l'environnement »<sup>29</sup>.

C'est en des termes similaires que le Haïtien Kénel Délusca, membre du GIEC, l'un des auteurs de son dernier rapport, *Changement climatique et Terre*, et par ailleurs vice-président du groupe d'experts des PMA, pose les enjeux. À la question de ce qu'Haïti pourrait et devrait faire pour « sortir de cette situation », il répond :

*« Il faudra une politique d'aménagement territorial plus appropriée qui protège notamment les espaces agricoles, une politique commerciale plus juste qui n'entrave pas les initiatives nationales de production agro-alimentaire, un retour aux habitudes de consommations haïtiennes,*



*une valorisation du métier d'agriculteur, une diminution des pertes post-récolte, une politique agricole climato-intelligente et des mécanismes de transfert de risques pour les producteurs et investisseurs agricoles »<sup>30</sup>.*

Des pistes de solution existent donc. Mais l'efficacité des politiques dépend, en dernière instance, de l'implication à tous les niveaux des acteurs concernés, au premier rang desquels ceux les plus affectés par les changements climatiques, à savoir les paysans, les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les pauvres, soit l'immense majorité de la population haïtienne<sup>31</sup>. Cela suppose en retour, comme le soulignait Raoul Vital, de remettre en cause l'État, qui n'a cessé de fonctionner sans et même contre le peuple haïtien. Pour que les changements s'opèrent et dessinent une stratégie effective de réponse et d'adaptation aux risques climatiques, il faut en conséquence des politiques *pour* et *par* les Haïtiennes et Haïtiens.

<sup>28</sup> Tracy Slagle et Madeleine Rubenstein, « Climate change in Haiti », General Earth Institute, 1<sup>er</sup> février 2012, <https://blogs.ei.columbia.edu/2012/02/01/climate-change-in-haiti/>.

<sup>29</sup> Raoul Vital, « Lutte contre les changements climatiques en Haïti : des pistes pour comprendre la complexité du problème », Haiti Perspectives, volume 6, n°4, Automne 2018, <http://www.haiti-perspectives.com/pdf/6.4-vital.pdf>.

<sup>30</sup> Ritzamarum Zétrenne, « Sortir de l'insécurité alimentaire en Haïti : un expert du GIEC préconise une politique agricole climato-intelligente », 20 août 2019, Palmes magazine, <https://palmes-magazine.com/archives/2099>.

<sup>31</sup> IPCC, Climate change and land. Summary report, 7 août 2019, [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/Edited-SPM\\_Approved\\_Microsite\\_FINAL.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/Edited-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf).

## EN GUISE DE CONCLUSION

Il n'y a pas l'environnement et le climat, d'un côté, l'histoire, le social, l'humain, de l'autre. Nous sommes toutes et tous « embarqués ». Et nous coulons. Mais, alors que certains sont sur le pont supérieur, regardant le naufrage comme un spectacle, les autres – dont les Haïtiens – sont dans les cales, avec de l'eau jusqu'aux genoux. Le climat n'est pas injuste. Ce qui est injuste, ce sont la structure et la direction du navire, les politiques qui dérèglent l'environnement, en déclinant de manière inégalitaire les effets du dérèglement sur la population de la planète. Les principaux pollueurs sont aussi les « gagnants » d'un système qui fait des moins responsables des changements climatiques les principaux perdants.

Comme l'a fait remarquer Keston Perry, la protestation sociale qui secoue Haïti depuis juillet 2018 n'est pas étrangère à l'injustice climatique<sup>32</sup>. Les manifestants veulent en finir avec un État qui a tourné le dos au peuple et à l'environnement, pour se fixer sur les impératifs du marché et les intérêts de l'élite. Reprendre en main leur avenir se traduit par une réaffirmation de leur souveraineté sur l'espace national, en refusant l'allégeance aux institutions internationales et aux échanges commerciaux mondiaux, sous

prétexte d'une stratégie néolibérale, dont les bénéficiaires devraient, à terme, profiter à tous. Mais, comme les pluies sur le sol haïtien, le ruissellement ne pénètre pas les couches sociales, et continue de glisser jusque dans les comptes en banque d'une classe dirigeante mondialisée.

Si l'injustice à laquelle sont confrontés les Haïtiens a divers visages – climatique, social, historique... –, elle trouve ses sources principales dans la dépossession et les inégalités. Or, celles-ci s'imbriquent aux niveaux local, national et international. En ce sens, pour Keston Perry, « Haïti sera l'un des premiers tests importants pour le mouvement transnational de justice climatique »<sup>33</sup>. Le combat que mènent les Haïtiennes et Haïtiens pour une « transition de rupture » est aussi le nôtre. De celui-ci dépendent non seulement la libération et la chance d'un avenir meilleur en Haïti, mais aussi une alliance Nord-Sud plus soudée, qui commence enfin à revenir sur les injustices et les inégalités mondiales. En Haïti comme en Belgique, s'affirme la double nécessité d'une rupture et d'une transition qui ouvre la voie à une société politiquement, socialement et environnementalement plus juste, à même de faire face au défi des changements climatiques.

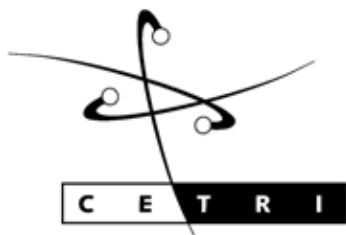
<sup>32</sup> Keston K. Perry, « What is really behind the crisis in Haiti ? », Al Jazeera, 30 septembre 2019, <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/crisis-haiti-190927092336787.html>.

<sup>33</sup> Keston K. Perry, Ibidem.





ENTRAIDE &  
FRATERNITE



Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

#### Entraide et Fraternité

Rue du Gouvernement provisoire 32  
1000 Bruxelles  
02 227 66 80 | [entraide@entraide.be](mailto:entraide@entraide.be)  
[www.entraide.be](http://www.entraide.be)

Rédaction : Frédéric Thomas  
Éditrice responsable : Axelle Fischer  
Photos : L. Abassi, C. Smets La Boîte à Images,  
Entraide et Fraternité  
Mise en page et impression : Snel Grafics  
Étude CETRI